La république à l'épreuve de l'ordinaire et de l'exception. État-nation, pouvoirs locaux et comportements collectifs dans le département de l'Aisne de 1791-1795

Laurent Brassart

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11753>
DOI : 10.4000/ahrf.11753
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2010
Pagination : 207-218
ISBN : 978-2-200-92632-8
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Laurent Brassart, « La république à l'épreuve de l'ordinaire et de l'exception. État-nation, pouvoirs locaux et comportements collectifs dans le département de l'Aisne de 1791-1795 », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 360 | avril-juin 2010, mis en ligne le 01 juin 2013, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11753> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11753>

LA RÉPUBLIQUE À L'ÉPREUVE DE L'ORDINAIRE ET DE L'EXCEPTION. ÉTAT-NATION, POUVOIRS LOCAUX ET COMPORTEMENTS COLLECTIFS DANS LE DÉPARTEMENT DE L'AISNE DE 1791-1795¹

Laurent BRASSART

Objectifs historiographiques et démarche méthodologique

Faire une thèse sur un espace restreint et un temps court – fût-il le plus dense de la décennie révolutionnaire – revenait d'emblée à encourir le risque de verser dans un genre historiographique peu couru de nos jours, celui de la classique monographie. C'est pourtant à l'encontre de ce genre que s'inscrit notre démarche historique. Influencé par des travaux récents conjuguant approches locales, voire micro-historiennes, et conclusions de portée générale sur l'histoire des pouvoirs², notre projet consistait à appréhender et historiciser la multiplicité des processus sociaux et politiques mis en évidence par la rencontre entre l'État et la Nation, à un moment – celui de la Révolution française – où la dynamique diffuse du lien politique et social est constamment reformulée. Plutôt que de centrer notre analyse sur le fonctionnement interne d'un seul pouvoir comme

(1) Thèse de doctorat soutenue à l'université de Lille-3 Charles de Gaulle, le 15 décembre 2007. Le jury était composé de Messieurs les professeurs : Jean-Pierre Jessenne (directeur de la thèse, Université de Lille-3), Michel Biard (Université de Rouen), Peter Jones (Université de Birmingham), Hervé Leuwers (Université de Lille-3), Jacques Péret (Université de Poitiers).

(2) Mentionnons parmi d'autres, les travaux des historiens Giovanni LEVI, *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII^e siècle*. Paris, Gallimard, 1989 ; Peter JONES, *Liberty and Locality in Revolutionary France. Six villages compared, 1760-1820*. Cambridge, C.U.P., 2007 ; Jaime CONTRERAS, *Pouvoir et inquisition en Espagne au XVI^e siècle*. Paris, Aubier, 1997.

l'historiographie l'a souvent pratiqué, nous avons fait le pari de tenter une histoire à la fois totale et décentrée des pouvoirs et de leurs dynamiques au sein d'un espace public encore mal délimité : celui de l'interface entre le pouvoir central et les populations. Qu'il s'agisse des pouvoirs institués ou des pouvoirs citoyens (en particulier des mouvements collectifs), c'est sur leur ordonnancement et leur capacité à relayer à la fois les directives descendantes de l'État ou les impulsions des acteurs locaux que nous avons délibérément choisi de porter notre réflexion. Pour ce faire, autant l'environnement politique, culturel et religieux que la dimension sociale de ces pouvoirs sont pris en compte.

En somme, il s'agit de se demander comment une société et un système de pouvoirs politico-administratifs tiennent ensemble dans le contexte d'incertitude et d'exception toujours mouvant des premières années de la Révolution. Car, de l'échec de la monarchie constitutionnelle – patent depuis la tentative de fuite du roi en juin 1791 – à la réunion de la Convention nationale en septembre 1792 jusqu'à sa dissolution en octobre 1795, la succession des expériences et des transitions politiques offre à cette période une forte cohérence autour des notions de l'exception et de ses tensions avec l'ordinaire, sans pour autant présenter un cours linéaire et univoque. Ce questionnement sur le fonctionnement de l'État ordinaire et sur l'élaboration de ses configurations multiples avec la société au gré de la conjoncture économique et politique supposait de rompre avec deux approches : d'une part celle de la vision « sommitale » et « parisienne » de l'État qui fait la part belle aux idées, aux luttes des factions et des partis ; d'autre part celle de type exclusivement monographique qui favorise l'antienné d'un antagonisme irréductible entre les communautés d'habitants et l'État.

Saisir toutes les interactions possibles entre le centre parisien et les pouvoirs locaux, insister sur les multiples décalages entre tous ces pouvoirs, mettre en évidence les fractures qui traversent chacun d'eux, impliquait de jouer sur les différentes échelles territoriales. De Paris aux communes, en passant par les circonscriptions intermédiaires du département et des districts, seul un cadre départemental pouvait offrir une couverture spatiale suffisamment large pour capturer à de multiples échelles la totalité des maillons de la chaîne des pouvoirs et les multiples combinaisons qui se déploient entre l'État et la nation.

Pourquoi avoir choisi le département picard de l'Aisne comme espace d'analyse ? D'abord pour sa situation hautement stratégique entre les Pays-Bas autrichiens et Paris, qui en fait d'une part un théâtre de la guerre depuis avril 1792, d'autre part une zone de ravitaillement céréa-

lier convoitée par les Parisiens et l'armée. Ensuite, pour la mosaïque de territoires hétérogènes aux profils socio-économiques différenciés qui le constituent. Enfin, parce qu'il s'agit d'un département ordinaire, qui a vécu la Révolution de manière atténuée, loin de toute contre-révolution manifeste et de tout affrontement politique spectaculaire : donc, un de ces « départements de l'ordre et du conformisme » identifiés par Michel Vovelle, qui semble capable de s'adapter à tous les changements de régime et de rythmes politiques entre l'ordinaire et l'exception³. Néanmoins, tantôt pour nuancer, tantôt pour confirmer cette géopolitique de la France en Révolution, nous avons systématiquement recouru aux comparaisons avec d'autres départements susceptibles de partager avec l'Aisne des caractéristiques socio-politiques communes.

Sources

Écrire l'histoire des combinaisons de pouvoirs entre le national et le local, l'État et la société impose la consultation et, plus encore, la confrontation des archives du pouvoir central avec celles des pouvoirs locaux. Archives des ministères, des différentes assemblées nationales, des comités de l'an II, des représentants en mission et de l'armée ont été dépouillées. Dans le département de l'Aisne, l'ont été également toutes les séries relatives aux différents pouvoirs institués. Les pouvoirs citoyens n'ont pas été négligés, notamment les sociétés populaires et les comités de surveillance. Pour tenter de déjouer la vision normative des autorités sur les mouvements collectifs, quelques archives privées et quelques imprimés, lorsqu'ils existaient, ont fourni un apport utile. Enfin, nous avons focalisé notre analyse du fonctionnement de la chaîne des pouvoirs à travers le prisme de quelques grands enjeux comme ceux relatifs aux subsistances, à la levée des hommes et des chevaux, à l'application des mesures dites de la Terreur, à la déchristianisation. L'approche du lien électoral à tous les niveaux entre le local et le national, à la faveur des questions posées par des travaux récents et contradictoires (notamment ceux de Malcolm Crook, Serge Aberdam et Patrice Gueniffey) ne pouvait qu'être privilégiée. Quant aux grands événements de portée nationale, tous ont fait l'objet d'une étude d'impact sur le système des pouvoirs locaux sur les populations axonaises.

(3) Michel VOVELLE, *La découverte de la Politique. Géopolitique de la Révolution française*. Paris, La Découverte, 1992.

Arguments et progression

Entre 1791 et 1795, deux grands moments caractérisent les rapports entre l'État et la Nation, comprise ici au sens de communauté de citoyens : dans un premier temps, de 1791 à l'été 1793, l'État ordinaire, tel qu'il a été conçu par l'Assemblée constituante, se maintient au prix de reconfigurations multiples. Puis, dans un second temps, sous la contrainte de l'invasion, l'État ordinaire bascule définitivement dans l'exception de septembre 1793 jusqu'à l'avènement du régime directorial. Chacune de ces périodes correspond aux deux parties de notre thèse.

La première partie de notre travail s'attache à comprendre les raisons qui ont permis à l'État ordinaire et à son système politico-administratif local fondé par les lois de décembre 1789 et janvier 1790, non seulement de perdurer jusqu'à l'été 1793, mais aussi de surmonter la césure provoquée par le changement de régime intervenu à l'été 1792 et, plus encore, d'accomplir la plupart des prérogatives qui lui étaient afférentes, en dépit des graves crises politiques nationales et locales auxquels il fut confronté.

Les deux premiers chapitres s'appliquent ainsi à poser les cadres politiques, sociaux et économiques des territoires étudiés. Mais ils sont surtout mis en valeur tous les paramètres durables des enjeux politiques de la décennie révolutionnaire : qu'il s'agisse des rivalités locales exacerbées par la réorganisation administrative de 1790, des rapports variables selon les territoires entre les villes et la campagne, de la multiplicité des paysanneries forgée par la diversité des systèmes agraires et la différence de leurs expériences sociales et conflictuelles. Ces développements s'appliquent à refuser toute réification des catégories socio-professionnelles et territoriales du département de l'Aisne afin de mieux en faire ressortir la pluralité et la complexité. Mis au jour, ces clivages expliquent en partie l'éclatement de la Révolution paysanne sur ses enjeux, ses pratiques, ses espaces et ses rythmes, en plusieurs mouvements distincts, parfois complémentaires, d'autres fois rivaux, mais toujours confrontés à l'intransigeance legaliste de pouvoirs intermédiaires détenus, à la faveur d'un mode de scrutin sélectif, par la sanior pars de la population, celle des grands fermiers et des juristes. Inexorablement, s'affirme un processus de distanciation entre la société civile axonaise et les représentants de l'État ordinaire au cours des années 1790-1791. Seuls les conflits campanilistes pour l'attribution des fonctions de chefs-lieux transcendent encore les divisions sociales et s'avèrent producteurs d'identités politiques durables, d'engagement ou d'opposition à la dynamique révolutionnaire. S'opère

alors dans le cadre des conflits territoriaux une rencontre de « la basse politique » avec la « grande politique » nationale, la première déterminant largement la seconde pendant plus d'une décennie.

La période qui va de l'échec de la fuite du roi en juin 1791 au renversement de la monarchie au mois d'août 1792 marque irrémédiablement la première crise du système des pouvoirs locaux axonais de l'État ordinaire (chapitre 3). Tout au long de cette période s'enclenche une phase de radicalisation des options : les élus issus des scrutins de juin et septembre 1791 penchent vers le conservatisme des Feuillants alors que les mouvements collectifs se montrent plus agressifs. Néanmoins, la relance du processus révolutionnaire, catalysée par la crise religieuse et de la trahison du roi le 21 juin 1791, trouve rapidement ses limites, dès l'automne 1791 lors de la brutale normalisation entreprise par l'administration départementale. C'est au printemps 1792 que se produit le divorce entre la société civile axonaise et ses représentants, sous l'impulsion de la dynamique renaissante d'une révolution paysanne multiforme et de la politisation accrue de la poignée des sociétés politiques urbaines dans lesquelles le militantisme jacobin jouait un rôle de plus en plus structurant. Comme à Paris, sur le mécontentement local se greffa la culture révolutionnaire et nationale des fédérés, regroupés au camp de Soissons au mois de juillet 1792, précipitant de ce fait une crise de légitimité des pouvoirs en une crise générale du fonctionnement du système des pouvoirs locaux. La nécessité de prendre position sur les grands événements nationaux, de la première invasion des Tuileries le 20 juin à sa prise le 10 août, polarisa les oppositions politiques et la totalité du système administratif local implosa. Acculée à la défensive, l'administration départementale de l'Aisne se compromit définitivement en fomentant un complot pour rétablir le roi avec La Fayette. Des citoyens prirent alors parti contre leurs administrations, des pouvoirs constitués contre d'autres, sans oublier les dissensions qui déchirèrent de l'intérieur ces pouvoirs. Le lien politique de l'État à la Nation, du gouvernement central aux pouvoirs locaux était à reconstruire.

L'étude des différents scrutins qui se déroulèrent dans le département depuis la réunion des assemblées primaires au mois d'août 1792 jusqu'aux élections des administrations intermédiaires à l'automne 1792 sans oublier celle des députés au mois de septembre, répond dans un quatrième chapitre à la problématique de l'adaptation socio-politique des pouvoirs à la nouvelle conjoncture révolutionnaire et républicaine. Nos conclusions tempèrent les conditions et l'ampleur du changement politique et social. Certes, la mainmise des Jacobins bien aidés par les

fédérés fut si réelle sur l'assemblée électorale départementale qu'elle provoqua un « coup d'État local » : non seulement l'assemblée parvint à élire à la Convention quelques républicains convaincus (dont Condorcet et Saint-Just) mais en plus elle décida unilatéralement la révocation et le renouvellement de tous les pouvoirs constitués du département. Cependant, la thèse du noyautage des élections par les Jacobins rencontre aussi ses limites : d'une part, la majorité des députés élus leur échappe ; de l'autre les citoyens convoqués à l'automne pour élire leurs administrateurs de district portent à nouveau leur choix sur des modérés issus de la bourgeoisie rurale et urbaine. Deux phénomènes ont donc convergé pour limer les aspérités révolutionnaires entrevues lors des assemblées primaires et départementales de l'été 1792 : la culture de l'intermédiation et la persistance des cadres sociaux de la monarchie constitutionnelle. Choisir son représentant n'est pas seulement une question de conscience partisane et idéologique, c'est aussi l'expression d'une logique territoriale. Ce qui importe aux électeurs, c'est que leur « petit pays » soit le mieux représenté dans les instances de décision supérieures de l'État pour bénéficier de ses largesses. Ainsi, avec l'avènement du suffrage universel, si l'État républicain, dans sa dimension ordinaire et locale, s'était reconstruit sur les mêmes fondements sociaux que ceux de la monarchie constitutionnelle, il en ressortait néanmoins renouvelé.

La municipalisation de l'État fut toutefois largement renforcée avec la Révolution de 1792 (chapitre 5). Si l'avènement de la République ne s'est pas forcément traduit par une révolution sociale du pouvoir municipal, des phénomènes d'ouverture se sont néanmoins manifestés, bien plus prégnants à la campagne qu'en ville. La variété des situations politiques des municipalités rurales est accrue par les élections municipales de 1792 : dans certaines les grands fermiers se maintiennent au pouvoir, dans d'autres ils se retirent, dans les dernières, plus rares, ils sont évincés. Surtout, en milieu rural, l'institutionnalisation des enjeux de pouvoir municipaux, couplée à l'obtention du suffrage universel, permet une forme de canalisation des révolutions paysannes. Après les élections de 1792, le temps des grands mouvements collectifs tend à s'effacer, et la conflictualité s'inscrit désormais dans le cadre plus restreint de la communauté. Pour autant, l'efficacité communale de l'État ordinaire n'est pas mise à mal par l'irruption d'une situation exceptionnelle : celle de la guerre. Confrontés à l'application de la levée des 300 000 hommes décrétée en février 1793, les divers niveaux de pouvoir, bien qu'hérités de la monarchie constitutionnelle – mêmes si leurs dirigeants avaient été renou-

velés sous la République –, font preuve de solidité et d'efficacité, et plus encore de souplesse d'adaptation. Sans le secours des représentants du peuple en mission pourtant institutionnalisés pour appuyer cette levée, sans aucune aide du pouvoir central, si ce n'est l'intermédiation efficace des députés axonais, le système des pouvoirs locaux fait appliquer cette loi, conciliant du même coup exigence d'autonomie locale et intégration nationale. La levée des 300 000 hommes rencontra donc un succès relatif dans l'Aisne quand ailleurs, notamment dans l'Ouest de la France, elle fut l'étincelle à l'origine de grands soulèvements. Par conséquent, à l'aune ducaxonais, doivent être nuancés certains discours historiographiques sur la prétendue inefficacité du système des pouvoirs locaux inventé par la Constituante, des campagnes unanimement hostiles à la modernité politique et sur la nécessité de la centralisation, si ce n'est du recours l'exception, dès le printemps 1793.

Il revient à la crise fédéraliste de provoquer la véritable implosion du système républicain ordinaire entre le mois de juin et de juillet 1793. Notre sixième chapitre met ainsi en évidence une contre-vision historique : ce qui était non-événement à l'échelle nationale – le calme apparent d'un département ordinaire pendant la crise fédéraliste – devient un facteur majeur de recomposition de l'État et marque l'entrée dans l'exception. En appelant à la rébellion, la députation de l'Aisne rompt son efficace partenariat avec l'administration départementale restée quant à elle fidèle à la Convention. La révolte de la ville de Saint-Quentin est à son tour rapidement mise en échec à la fois par son isolement social, l'action politique conjointe des campagnes environnantes et des élus majoritairement ruraux du district. Pourtant, plusieurs administrations locales en profitent pour rejouer de vieilles rivalités – par exemple Soissons contre Laon pour ravir le chef-lieu départemental. À l'issue de la crise fédéraliste, la solidarité entre les différents niveaux des pouvoirs locaux a vécu, l'intermédiation entre les conventionnels saxonais et les administrateurs est rompue : le lien politique est en miettes. La ratification référendaire de l'Acte constitutionnel, au début du mois de juillet 1793 révèle plus la profondeur de la déchirure de ce lien qu'elle ne le restaure. Si la participation s'inscrit dans la moyenne nationale, elle masque bien des dynamiques politiques fortement contradictoires selon les territoires. En ce sens, cette consultation accentua les processus divergents de politisation à l'œuvre depuis la crise fédéraliste et la tendance à l'éclatement des pouvoirs. Si le cadre départemental subsiste, les réalités politiques qu'il recouvre n'ont plus rien d'unitaires et de cohérentes.

L'analyse des origines de l'installation de l'État d'exception, le réexamen critique de son efficacité, la contestation de son caractère monolithique constituent le cœur de la problématique de notre seconde partie, centrée sur la période août 1793 – brumaire an IV.

Ainsi le septième chapitre démontre que les pouvoirs d'exception résultent moins de l'imposition par le pouvoir central de contraintes justifiées par l'économie de guerre ou la lutte contre les ennemis de la Révolution que d'une double impulsion : d'une part la multiplication de pratiques de contrôle d'initiative locale souvent initiées par le procureur général syndic du département ; d'autre part, la demande d'intervention de l'État de la part de ces autorités ordinaires en quête d'une plus grande efficacité. En effet, affaibli depuis la crise fédéraliste, le système des pouvoirs locaux ne parvient plus à mobiliser l'effort de défense nationale lorsque les Autrichiens envahissent le nord du département. L'administration départementale, en toute illégalité, recourt à des mesures d'exception locales et sectorielles dans le cadre d'un État ordinaire qu'elle presse d'intervenir. Par conséquent, la mise en place de l'État d'exception à l'automne 1793 répond d'abord à une attente locale.

Une première forme d'exception, fondée sur la collaboration entre l'administration départementale et les représentants en mission, davantage intermédiaires que centralisateurs, se dessine dans l'Aisne au cours d'une période comprise entre la fin septembre 1793 et l'entrée en vigueur de la loi sur le mode de gouvernement provisoire et révolutionnaire du 14 frimaire an II (4 décembre 1793). Les représentants en mission impulsent la politique à suivre, en accordant leur priorité à la défense nationale et au ravitaillement de Paris et des armées, le système des pouvoirs locaux l'applique (chapitres 8 et 9). Parfois même, l'administration départementale outrepassa les initiatives missionnaires et catalyse la politique de la Terreur, notamment au sujet de la déchristianisation et des rapports avec le pouvoir judiciaire. Cette association, pilier de la première exception, remporta des succès notables en ce qui concerne la défense nationale – notamment lors des levées d'hommes et de chevaux – et les arrestations préventives des suspects, en dépit de l'insuffisant encadrement territorial de l'appareil terroriste des comités de surveillance et des sociétés populaires.

Avec la loi du 14 frimaire an II, un nouvel État d'exception, celui du gouvernement révolutionnaire, s'instaure, accompagnant cette fois-ci un véritable projet de décentralisation. Pourtant, cette loi fut localement contre-productive (chapitres 10 et 11) : elle ne parvint pas à faire coexister le révolutionnaire et l'ordinaire. Au contraire, en abaissant les pouvoirs de l'administration départementale et des procureurs généraux syndics au

profit de ceux des administrations de district, des comités de surveillance et des sociétés populaires, elle a considérablement réduit l'emprise de l'État sur la société. Seul l'échelon communal, davantage en milieu rural qu'urbain, était encore en mesure de fonctionner, traduisant même en l'an II un regain de la vitalité municipale. Contrairement à une antienne tenace, l'État jacobin ne paraît pas avoir été réducteur des libertés locales, du moins dans l'Aisne. Au contraire, les sociétés populaires et les comités de surveillance ruraux restent inféodés à leurs municipalités, et prévaut largement un compromis entre les communes rurales et les exigences du pouvoir central. La Terreur se déploie dans les discours mais souvent les détenteurs des pouvoirs restent les mêmes et les ruraux acceptent du pouvoir central ce qu'ils veulent, répondant à l'essentiel, l'effort de guerre, mais refusant de fait toute autre ingérence. Dans ces conditions, la sortie de la Terreur ne pouvait qu'être facilitée.

« Thermidor en Germinal » : l'Aisne sort donc précocement de la Terreur, notamment parce que cette dernière est minée de l'intérieur par les multiples rivalités qui éclatent entre les différents représentants en mission, l'absence de cohésion des pouvoirs terroristes locaux ou exogènes (notamment l'armée révolutionnaire parisienne) et surtout la paralysie progressive de l'appareil terroriste communal face aux municipalités (chapitre 11). Les rouages de la Terreur posés à l'automne 93, renforcés en théorie par la loi du 14 frimaire an II, entrent en dysfonctionnement dès l'hiver suivant. Les luttes des factions à Paris et surtout l'élimination des hébertistes en germinal an II (mars 1794) donnent l'impulsion décisive aux municipalités urbaines alliées à l'armée et au représentant en mission Roux pour subvertir et renverser les derniers pouvoirs terroristes moribonds. En floréal an II, l'aspiration par Saint-Just des membres locaux de son réseau pour les mettre au service du Comité de Salut public prive le département des dernières forces vives révolutionnaires, confirmant la sortie d'une politique de la Terreur qui a toujours échoué localement à se faire centralisatrice et violente.

Par conséquent, il revint aux Thermidoriens de rénover l'État d'exception, car la Convention thermidorienne, si elle entend mettre fin à la Terreur, n'en persiste pas moins à utiliser les rouages du gouvernement révolutionnaire pour mener à bien ses nouvelles orientations (chapitre 12). Dès l'hiver de l'an III, les représentants du peuple en mission procèdent à une vague d'épuration d'une intensité jamais atteinte en l'an II. Pour la première fois depuis 1790, l'échelon des municipalités rurales est frappé, avec l'éviction des élus les plus humbles remplacés de rechef par les notables traditionnels. Aussi, lorsque survient la crise de subsis-

tance au printemps 1795, l'État d'exception thermidorien est confronté à sa propre impuissance. Non seulement, pour subvenir aux besoins des populations, il échoue à restaurer le système des pouvoirs locaux mais en plus il en accélère la décomposition en s'attaquant à l'échelon municipal. Devant l'atomisation des pouvoirs locaux dépourvus désormais de toute légitimité représentative et la reprise des mouvements collectifs (pour la première fois depuis l'été 1792), l'État thermidorien n'a d'autre recours que de faire appel à l'armée pour maintenir un semblant d'autorité. Ainsi, l'État d'exception de l'an III fut plus que tout autre caractérisé par l'arbitraire et la violence sociale.

Cette thèse s'inscrit dans le renouvellement de l'historiographie du politique et du social en Révolution, autour des chantiers de la politisation des Français, de l'histoire des pouvoirs et de l'État ainsi que de l'histoire rurale de la Révolution.

Concernant la politisation des Français, autant nous défendons, à l'instar des historiens de la Révolution influencés par la micro-histoire et/ou les analyses spatiales (Serge Bianchi, Anne Jollet, Philippe Bourdin entre autres), une meilleure prise en considération de la territorialisation des enjeux politiques, autant nous repoussons le traditionnel antagonisme simpliste entre des villes acquises à la modernité politique face à des campagnes bastions du conservatisme. De même, postuler l'indépendance de la « haute politisation », matrice des enjeux politiques nationaux, face à une « basse politisation », faite de conflits interpersonnels et d'enjeux strictement locaux, ne nous paraît plus un paradigme complètement opératoire⁴. Au contraire, nous avons montré d'une part qu'au sein des pouvoirs axonais, l'impact de l'événement national provoque toujours une reconfiguration des rapports de forces locaux ; d'autre part que les enjeux locaux, notamment les conflits campanilistes pour l'obtention des chefs-lieux, influencent durablement en retour les options politiques pour ou contre la Révolution de certaines communes et territoires (comme dans les cas de Soissons et Laon, Guise ou Vervins). En cette matière, le local et le national ne s'opposent pas, ils sont interdépendants.

Dans le champ de l'histoire des pouvoirs et de l'État, nous avons montré combien la distinction entre l'ordinaire et l'exception pouvait se

(4) Ce refus du paradigme « haute politique » contre « basse politique » pour aborder la politisation du peuple est aussi partagé par Roger Dupuy, mais en fonction de postulats différents des nôtres. Cf. Roger Dupuy, *La politique du Peuple. Racines, permanences et ambiguïtés du populisme*. Paris, Albin Michel, 2002.

brouiller et s'entremêler dans les pratiques, discutant à l'occasion certaines appréciations de plusieurs politistes et juristes dont Carl Schmitt. L'exception coexiste dans certaines pratiques locales de l'État ordinaire, comme ce fut le cas dans l'Aisne lors du « coup d'état local » de septembre 1792 ou lors de la crise de l'été 1793, alors que la négociation et l'intermédiation n'ont pas pour autant cessé avec l'État d'exception. En fait, le système des pouvoirs locaux s'est surtout caractérisé de 1790 à 1795 par sa souplesse d'adaptation aux changements de régime et d'orientation politique. Incontestablement, la municipalisation de l'État et le maintien de figures multiformes de l'intermédiation (des députés aux représentants en mission en passant par les procureurs généraux syndics et les maires) ont constitué les ressorts de cette souplesse. Ainsi, inspiré par les travaux de sociologie de Luc Boltanski et de Laurent Thévenot, nous avons réhabilité la pratique du compromis dans une période occultée et traditionnellement par les figures de l'affrontement. À la lumière de l'exemple axonais, il est tout aussi excessif d'affirmer comme le font certaines traditions historiographiques (parfois opposées) que le système des pouvoirs créé par la Constituante fut inopérant et/ou que celui du gouvernement provisoire et révolutionnaire ressembla à une efficace machine terroriste et centralisatrice. Pour autant, nous ne saurions nier la continuité d'un État d'exception entre l'été 1793 et brumaire an IV. Au contraire, en nous appuyant sur les apports conceptuels récents de la sociologie des organisations (Pierre Gremion et Ehrard Friedberg notamment) et de la sociologie politique (Michel Dobry), nous avons montré le caractère toujours polymorphe et évolutif de cet État d'exception en permanente reconfiguration, entretenant des relations plus ou moins légitimes avec les pouvoirs locaux selon les périodes. En privilégiant l'approche des liens et des relations sur celle des structures, nous espérons que nos conclusions contribueront au réexamen critique de certaines positions historiographiques sur l'effectivité de la centralisation jacobine, les pratiques et la chronologie de la Terreur ou la prétendue rupture thermidorienne.

Enfin, en relisant la Révolution paysanne à la lumière des réflexions historiennes contemporaines sur la catégorisation sociale (travaux de Simona Cerutti, Jean-Pierre Jessenne, Haïm Burstin entre autres), nous refusons de faire de la paysannerie une « classe-objet ». Pour nuancer Georges Lefebvre, nous affirmons qu'il n'y a pas eu une révolution paysanne qui posséderait sa propre autonomie, ses propres enjeux et ses pratiques contestatrices mais bien des révolutions paysannes, distinctes dans leurs origines, leurs rythmes, leurs objets et leurs pratiques. L'institutionnalisation des révolutions paysannes à l'œuvre dès l'automne 1792 dans

l'Aisne s'est précisément traduite par des choix d'options et de pratiques politiques différentes d'un agro-système à l'autre. À la diversité des sociétés paysannes correspond une diversité des processus de politisation.

Laurent BRASSART

Université Lille 3 / IRHiS-UMR 8529
BP 60149 – 59653 Villeneuve-d'Ascq

laurent.brassart@univ-lille3.fr